

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
*DÉCISION DU PRÉSIDENT PRISE SUR DÉLÉGATION
DU COMITÉ SYNDICAL*



OBJET : Signature d'une convention d'occupation temporaire avec la ville de Houdain dans le cadre de l'installation de modules sanitaires

Le président du syndicat mixte Artois Mobilités,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les délégations du comité syndical du 16 septembre 2020 au président d'Artois Mobilités et notamment le point 4.1 « décider de la signature des conventions d'occupation temporaire du domaine public » ;

Vu le projet de convention d'occupation temporaire à conclure avec la ville de Houdain ;

Considérant qu'Artois Mobilités s'est engagé à installer des modules sanitaires destinés aux conducteurs de bus du réseau TADAO afin de leur permettre d'avoir accès à des sanitaires pendant leur temps de travail ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} : DE SIGNER une convention d'occupation temporaire avec la ville de Houdain : parcelles cadastrées section Ad numéro 357, rue du Général Castelnau et section AP numéro 593, Allée Clément Polvèche.

ARTICLE 2 : PRÉCISE que l'occupation est consentie au prix annuel de 1 704€.

ARTICLE 3 : DIT que les dépenses sont ou seront inscrites au budget principal M43 de(s) exercice(s) considéré(s).

Publication le :

Pour extrait conforme
Lens, le 16/06/2023

Transmission au contrôle
de légalité le :

Laurent DUPORGE,
Président d'Artois Mobilités

Certifié exécutoire le :

Conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, ou d'un recours gracieux devant le président du syndicat mixte des transports Artois-Gohelle, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification.

REÇU EN PREFECTURE

le 06/09/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-062-256204165-20230616-2023_50_DP-